

L'ONU demande à Bujumbura de revenir sur l'expulsion d'un de ses agents

@rib News, 05/06/2014 – Source AFP – Le Bureau de l'ONU au Burundi (BNUB) a demandé jeudi au gouvernement burundais de revenir sur sa décision "disproportionnée" d'expulser un officier de sécurité, arrêté en possession de munitions à l'aéroport de Bujumbura. Le Burundi a donné mardi 48 heures à Abednego Mutua, un officier de sécurité kényan du BNUB, pour quitter le pays. Deux chargeurs et leurs munitions avaient été découverts dans ses bagages le 25 mai alors qu'il s'apprêtait à embarquer pour le Kenya. M. Mutua, qui avait repris son poste au Burundi à son retour du Kenya, est le deuxième membre de l'ONU à être expulsé du Burundi en deux mois.

"L'incident intervenu à l'aéroport résulte d'un déplorable et malencontreux oubli", a déclaré le porte-parole du BNUB, Vladimir Monteiro, lisant une déclaration à la presse. M. Mutua, "spécialiste de la protection rapprochée du BNUB", était autorisé à porter armes et munitions, conformément à un accord entre l'ONU et le Burundi, a-t-il rappelé, et "les mesures prises apparaissent donc disproportionnées". "La demande d'expulsion ne se justifie en aucun cas et n'est pas conforme aux engagements du Burundi", et le BNUB demande au gouvernement burundais "de lever sa décision", a poursuivi le porte-parole. Le 17 avril, Bujumbura avait déclaré "persona non grata" un diplomate du BNUB en charge des questions de sécurité, Paul Debbie, après la fuite dans la presse locale d'une note du bureau de l'ONU faisant état de distributions d'armes par le gouvernement burundais aux "Imbonerakure", les membres de la ligue de jeunesse du parti au pouvoir du président Pierre Nkurunziza. Bujumbura avait qualifié ces accusations de "rumeurs sans fondement" et accusé le BNUB de vouloir salir l'image du pays. Un responsable onusien à Bujumbura a estimé mercredi sous le couvert de l'anonymat qu'avec cette nouvelle expulsion, les autorités burundaises cherchaient "à se venger (...) de la note qui a fuité". Le BNUB avait également demandé début avril aux autorités burundaises de prendre des mesures contre la violence attribuée aux jeunes du parti au pouvoir et de respecter les droits de l'Homme, dans l'optique des élections prévues en 2015.